



SWITZERLAND

**Contribution to the
2015 United Nations Economic and Social Council
(ECOSOC)
Integration Segment**



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Réponse de la Suisse

ECOSOC Integration Segment “Achieving sustainable development through employment creation and decent work for all”, 30.3.2015-1.4.2015

Date: le 12 février 2015

A: Mme Sibel Selcuk et Mme Midori Kanda,
UNDESA

Questions clés

1. What are the potential short-term policy choices and longer-term gains inherent in an integrated approach to promoting full employment and decent work for all?

Le plein emploi et le travail décent et productif pour chacun(e) devraient figurer parmi les objectifs fondamentaux des politiques internationales, notamment celles destinées au développement durable. Le plein emploi et l'emploi décent représentent des facteurs clés dans la lutte contre la pauvreté. La relation entre l'emploi et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été reconnue par le Sommet mondial pour le développement social en 1995 et par la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2000. Des emplois décents peuvent améliorer les conditions de vie de millions de chômeurs ou de travailleurs trop mal rémunérés pour pouvoir échapper à la pauvreté avec leur famille.

Sur le plan national, le plein emploi productif et le travail décent devraient être placés au cœur des politiques économiques et sociales. La convention de l'OIT n° 122 fait partie des normes les plus importantes du point de vue de la gouvernance. La mise en œuvre de la convention n° 122 constitue donc un enjeu important.

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

2. How can policy coherence in economic, social and environmental dimensions be achieved in the promotion of full employment and decent work for all?

Des « tensions » ou « frictions » entre les dimensions économiques, sociales et environnementales ne sont évidemment pas à exclure, c'est une réalité. C'est pourquoi il est essentiel de veiller à une bonne gestion et à une bonne intégration des trois dimensions au niveau politique. Il s'agit d'analyser les synergies positives possibles entre l'économie, la politique sociale et l'environnement et d'établir un plaidoyer et sensibiliser les acteurs au sujet de ces synergies positives existantes.

Le travail décent et une bonne protection sociale de manière générale représentent des facteurs clés non seulement pour le développement durable mais aussi pour l'économie. Les systèmes de protection sociale peuvent intervenir comme stabilisateurs en cas de crise économique. Les pays dotés de bons systèmes de protection sociale se sont montrés plus résistants en période de crise économique. Mais une bonne protection sociale crée aussi de la demande, de la consommation.

Une politique cohérente dans la promotion du travail décent et du plein emploi peut être réalisée :

- par un renforcement de la cohérence des politiques aux plans international et national tout en promouvant le travail décent en tant que valeur fondamentale ;
- par le dialogue social visant à mettre en commun les intérêts partagés pour assurer une protection sociale performante sur la base d'un large consensus ;
- par un engagement mondial pour la mise en œuvre de l'agenda du travail décent de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ;
- par une politique mondiale de développement durable post-2015 faisant converger les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable. Par un renforcement du pilier social des objectifs post- 2015 sans toutefois péjorer la dimension économique. En créant des conditions macroéconomiques stables qui induisent une croissance économique inclusive, réconciliant la dimension économique et sociale.

3. How can labour policies help reduce economic and social inequalities?

Les politiques du marché du travail peuvent contribuer à soutenir les politiques économiques.

Les institutions du marché du travail sont importantes pour réduire les inégalités :

- en soutenant ceux qui sont touchés par les crises économiques ;
- en améliorant les mesures d'insertion et de réinsertion sur le marché du travail, surtout en luttant contre le chômage de longue durée ;
- en créant des opportunités d'emploi à travers des mesures de soutien au revenu pour des groupes spécifiques (âgés, jeunes) ;
- en établissant un marché du travail juste et favorable à un équilibre entre la vie de famille et la vie professionnelle, à la fois pour les femmes et les hommes.

4. Why is youth unemployment a major issue in many countries regardless of their level of development?

Les jeunes sont parmi les groupes de personnes particulièrement touchés par la pauvreté et par le chômage. La situation sur les marchés du travail dans le monde reste préoccupante et la lutte contre le chômage des jeunes en tant qu'objectif reste un des plus grands défis. Dans la plupart des pays, le chômage des jeunes semble être un phénomène véritablement structurel. Selon l'OIT, les jeunes sont trois fois plus touchés par le chômage que les adultes, ce qui montre que cette population rencontre des difficultés toutes particulières pour accéder à un emploi à durée indéterminée.

Le chômage élevé chez les jeunes est en outre un indicateur potentiel d'une croissance économique qui ne crée pas d'emplois et/ou d'un système d'éducation mal adapté. L'incapacité des Etats concernés à lutter contre le chômage des jeunes risque de maintenir des populations dans la pauvreté sur plusieurs générations et d'exacerber les tensions sociales.

Un défi important dans la lutte contre le chômage des jeunes est de s'adapter aux changements structurels constants des marchés du travail. Les besoins des marchés du travail évoluent rapidement. L'intégration des jeunes dans la vie active requiert l'adoption de mesures répondant à leurs besoins spécifiques, d'une, part mais aussi de systèmes de formation capables de fournir aux jeunes les compétences nécessaires pour leur entrée et leur évolution sur le marché du travail.

5. Can agricultural sector development help generate youth employment in African countries?

La réponse est positive, compte tenu des informations suivantes à notre disposition :

- The rural population is increasingly ageing. The farming population is relatively old, as young people tend to migrate to cities to look for other employment opportunities with corresponding education measures.
- The agricultural active population is becoming increasingly feminine, as particularly men and boys migrate to cities.
- Investments have to be done in professional education, to give the agricultural sector the recognition it deserves. Investments are needed in rural areas to allow private sector development and transformation of agricultural products (value-added) as close as possible to the production areas. Such job opportunities will make the agricultural more attractive and contribute to food security. Agricultural Production and Job creation goes hand in hand.
- Urban migration is definitely not a solution for young people. Therefore access to vocational training and recognition of the agricultural employment should regain interest for investments.

With 200 million people aged between 15 and 24, Africa has the youngest population in the world. The current trend indicates that this figure will double by 2045. More than two thirds are living in rural areas and employed youth work primarily in the agricultural sector, where they account for 65% of the workforce. Often they are not working in places that pay adequate wages, develop skills or provide a measure of job security; the majority of the youth are either self-employed or contributing to family work. More and more young people are leaving rural areas largely because of lack of viable livelihood opportunities. According to the World Bank youth account for 60% of all African unemployed; especially young women are affected. Young African men and women are critical to the development of agriculture in Africa and for efforts to ensure food security. If young people would be inspired, gain knowledge and be more supported to make a living through agriculture, the chances are that they would like to stay in rural areas working with agriculture and thereby make a significant contribution to boost the economy. If not, there is a risk that they will be stuck at the bottom of the economic pyramid, which would be a lost opportunity for Africa's development. Agriculture is seen as a potential livelihood for youth, but it should be modern-day farming, which require need for capital, land and other resources. There is a demand for entrepreneurship and technical training in order to make use of the available opportunities. Advancing in agriculture is difficult for most young people due to a whole bunch of reason: access to land, poor infrastructure, lack of reliable markets, lack of support from extension, financial exclusion etc. Despite this difficult situation the sector has huge potential. The World Bank estimates that African agriculture and agribusiness could be worth \$1 trillion by 2030. For that to happen, there must be improvements in electricity and irrigation, coupled with smart business and trade policies. An agribusiness private sector working alongside government could link farmers with consumers and create many jobs. Fast-growing economies that can cut poverty and create meaningful jobs, particularly for youths, require political will and huge injections of investment in agriculture.

Les problèmes de fond en Afrique restent l'organisation individuelle de la production agricole (peu de modèles associatifs donc beaucoup de très petits producteurs) et la faible productivité du secteur agricole, le manque d'investissement chronique dans le secteur, la vulnérabilité accrue face au changement climatique, la concurrence des subventions agricoles des pays industrialisés (à la fois sur les marchés domestiques et internationaux, et la commercialisation des produits agricoles au niveau de structures intermédiaires ne permettant pas aux agriculteurs d'assurer un revenu décent. A cela s'ajoute une situation de « rising food prices » ainsi qu'une très grande volatilité des prix, un changement important dans les habitudes de consommation et une insuffisance de la demande globale pour les produits certifiés.

Dans ce contexte, la question n'est absolument pas de savoir si le secteur agricole peut jouer un rôle pour l'emploi des jeunes en Afrique, mais comment. En effet, tant que le secteur ne permettra pas de générer des revenus adéquats au niveau des structures des petits agriculteurs, il est illusoire de penser que le secteur créera des emplois. C'est en fait l'inverse qui a lieu dans certaines filières, puisque les jeunes se détournent du secteur. La «to do list » est certainement longue, mais les expériences actuelles montrent les tendances suivantes :

- *Priority on achieving sector transformation, focusing on organizing the production sector and strengthening direct commercialization schemes*
- *Channeling further investments geared towards increased productivity and quality (bottleneck: rural finance, SME finance, crop insurance products)*
- *Strengthening supply chain developments as well as sector-wide approaches, so as to scale up production levels*

6. What measures are needed to link entrepreneurs to global supply chains?

Mostly standard economic policies :

- Open frontiers,
- Reliable justice system,
- Stable macroeconomic conditions,
- Flexible labor markets and functioning labor relations,
- Reliable sources of energy (in developing countries),
- A national platform of information (promotion of who does what in a country) can help, but this shall not require a lot of resources from the State,
- It is interesting to note that firms who on a voluntary basis have a corporate responsibility program are very often considered to be more reliable partners. Other standard (ISO 9001, aso) can also help.
- Knowing English and having an internet access.

A high human capital and a dynamic innovation system help, but they are not necessary in order to get integrated in global value chains.

7. What role do Governments, the UN system, the ILO tripartite constituents and civil society play in ensuring rights at work?

- Les Etats devraient s'engager à appliquer de manière crédible et promouvoir les normes de l'OIT dans leur pays, notamment les huit conventions fondamentales de l'OIT.
- Le rôle de l'ONU est essentiel pour la promotion du travail décent dans le monde. Notamment l'OIT devrait être renforcée en tant qu'organisation internationale, pour pouvoir édicter des normes efficaces.
- L'OIT est capitale pour le contrôle de l'application des normes et pour l'élaboration d'informations relatives aux domaines à améliorer. L'OIT est aussi importante pour promouvoir le dialogue social dans les pays et pour fournir de l'assistance technique.
- La société civile - représentée par des groupes sociaux, mouvements, organisations et associations non étatiques et non économiques - a pour rôle l'établissement de rapports à l'attention d'instances de contrôle ainsi que l'élaboration d'informations à l'attention du grand public (sensibilisation).

8. What is the future of work? How are countries preparing their education systems to respond to this change? What are the investments required?

According to the Swiss Federal Constitution (Art. 61a, paras. 1 and 2), the Swiss Confederation and the cantons have a joint obligation, each within the scope of its particular competencies, to ensure a high degree of quality and permeability within the Swiss education system. In the performance of this duty, the entire education system in Switzerland is systematically monitored and evaluated on a regular basis. Knowledge is gathered and methodically processed to produce information of relevance in managing and directing the education system. Investments requested are high and will grow continuously.

Two-thirds of young people in Switzerland benefit from the solid foundation provided by vocational education and training. The Confederation, the Cantons and professional organizations all contribute to the high standard of vocational education and training and strive to ensure that there is an adequate number of apprenticeship positions available. Vocational education and training imparts the skills and knowledge needed to work in a given occupation and therefore is one of the most efficient approaches to promoting full employment and decent work for all.

As to fostering sustainable development in and through education, education for sustainable development is taught in various forms at all school levels and is part of teacher education.

9. What kinds of jobs are needed to provide solutions to climate change? What are the policies required and how can the trade-offs between the environmental, economic and social pillars be mitigated?

Jobs for the “green economy” will be needed in the energy sector (wind, solar, bioenergy), transportation (rail, bus rapid transit), construction (green buildings), water infrastructure, agriculture & forestry to name some of the most important ones. According to the InvoDev Report Building Competitive Industries: The Climate and Clean Technology Opportunities for Developing Countries, clean technology is a growing employment sector globally and green jobs compare favorably to jobs in other sectors. They tend to be more skilled, safer and better paid. This again requires that you need to have the right skills for these, partially, new jobs. Trade-offs should be mitigated through setting the right prices and incentives, e.g. through programs such as the WB WAWES (Government level) or the UNEP FI Natural Capital Declaration (financial sector). Climate Bonds can mobilize investments for climate change solutions. If these costs for climate change adaptation are seen as investments with positive social and environmental effects then the perceived trade-offs can be limited.

10. What kinds of investments are needed to generate the greatest job potential while maintaining environmental sustainability?

Most jobs are generated in agriculture and manufacturing. Car companies e.g. are constantly improving their processes to use more recycled material, make cars lighter, engines more fuel efficient etc. Investments are needed in new processes, new materials, new technology, new ways of thinking and optimizing resources. Again the policy framework (regulation and incentives) is at the heart of generating jobs and maintaining sustainability. Also, with the shift to new technologies (e.g. artificial production of meat) and the service sector many new opportunities arise. So the promotion of innovation and good framework conditions for the private sector to offer new solutions is key.

11. What kind of institutional framework and governance arrangements are needed for the successful integration of the economic, social and environmental dimensions of sustainable development to facilitate decent work?

At the national level, it is crucial to develop an integrated strategy across the line Ministries so as to foster the development of a consistent policy and regulatory framework. Such an internal consistency is decisive to tackle the decent work agenda. This involves a better coordination between Ministries of labor, Ministries of education, Ministries of Trade and Industry, Ministries of Environment, Ministries of Energy and Ministries of Finance.

At the international level, it remains important to focus again on the importance of the decent work agenda as a cornerstone of sustainable development, and not as a "side issue" or as a positive externality.

12. What specific steps are needed for the ECOSOC system to help countries boost economic growth in a sustainable way that creates decent jobs?

- ECOSOC doit contribuer de manière substantielle à la formulation du programme de développement durable pour l'après-2015.
- Les évolutions dans le monde sont d'une complexité croissante, en effet les perturbations économiques et politiques sont beaucoup plus fréquentes. ECOSOC doit renforcer sa réactivité notamment face aux changements intervenants sur les plans économiques, sociaux et environnementaux aussi afin d'orienter de manière efficace les politiques nationales dans l'établissement des conditions-cadres pour une économie « durable ».
- ECOSOC doit pouvoir identifier et analyser les opportunités concernant l'économie et la création d'emplois décents. A cet égard, la collaboration avec l'OIT pour le thème du travail décent devrait être systématique (coordination adéquate), aussi en terme d'assistance technique.
- Le système ECOSOC devrait renforcer son expertise et son rôle en matière de cohérence entre les politiques économiques, sociales et environnementales tant au plan multilatéral qu'au sein des pays. Une approche intégrée des aspects économiques sociaux et environnementaux - et non pas fragmentée - est requise au sein d'ECOSOC.
- ECOSOC devrait sensibiliser l'opinion publique internationale encore d'avantage sur l'importance d'une croissance économique « durable ».